

« Les Nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec »
dans Nouveaux Cahiers du socialisme, Montréal, nO 10, automne
2013 (*Les Nouveaux visages du nationalisme conservateur au
Québec*, de Piotte Jean-Marc et Couture Jean-Pierre, Montréal,
Québec Amérique, 2012, p. 231 à 234)

Texte de référence :

Il faut vraiment lire et relire le procès que font Jean-Marc Piotte et Jean-Pierre Couture au néoconservatisme québécois pour saisir la trame de leur analyse. Au-delà de l'esprit revanchard et cynique qui y préside, il faut décortiquer par soi-même une synthèse qui ne se livre pas aux premiers abords. À cause de la brièveté du présent texte, je serai forcée d'être sans doute injuste à l'endroit de plusieurs réflexions et de ne couvrir que ce qui me paraît être l'essentiel.

Le lecteur comprend bien qu'injure a été faite à l'approche marxiste du politique et du social mais encore? Où se joue exactement la cohérence de ce nationalisme conservateur décrié? Quelle est l'intention de Piotte et Couture? Est-elle de se porter à la défense des oubliés ou noyés sociaux dans le fatras nationaliste des trente dernières? Est-elle plutôt de riposter aux attaques de ces néoconservateurs à l'endroit de la pensée d'une gauche taxée en général de « gauchiste », voire de « soixantehuitarde » et de « bien-pensance progressiste »?

Qui a commencé? La question n'est-elle pas difficile à trancher? Les courants rebelles des années soixante-dix par leurs écrits engagés sont-ils à la source de cette bataille pour un conservatisme naissant dans les rangs nationalistes? Ou leurs détracteurs des années 2000 par leur rejet du primat du social et la fondation d'une nouvelle épistémologie non matérialiste? Ou, simplement, les auteurs de cet ouvrage polémique de 2012 seraient-ils les premiers à jeter l'opprobre d'une manière frontale et directe? N'y-a-t-il pas eu les attaques ravageuses d'un Bock-Côté, épargné par ce livre, mais trop présent, fédérateur d'une opposition droitière qui se revendique pour ne pas être recensé? La réponse n'est-elle pas aussi du côté des conjonctures qui ont propulsé à l'avant un nationalisme désuet, dominé par la revendication ethnique et que les protagonistes politiques vainqueurs n'ont pas tenté d'interpréter ni de confronter? Le fait est qu'une guerre est ouverte, plus franchement qu'auparavant par ce livre bourré d'interprétations *ad hominem*, lancées avec jouissance comme si leurs porteurs étaient indignes de débat, c'est-à-dire de toute bonne foi. C'est là sans doute que le bât blesse.

Le livre de Piotte et Couture, cependant, convie à faire retour sur la philosophie qui a inspiré les trente dernières années, Arendt, Ricoeur, Foucauld, Barthes etc. qui, même si ils ont fait table rase du marxisme des trente précédentes, ont apporté au discours et à l'idéologie de nouvelles assises. Ils ne se sont pas contenté, tel Althusser, de définir l'idéologie comme une représentation du bien et du mal ou du vrai et du faux. Ils ont élaboré une réflexion critique sur le discours en l'appuyant sur des paramètres jusque là négligés,

principalement ceux de mémoire et de récit. On pensera en particulier à Ricoeur dans *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (2000) et auparavant, à Merleau-Ponty dans *Le Visible et l'invisible*, publié par Gallimard en 1964. En cela, ils n'ont pas trahi toute pensée de gauche, ils l'ont simplement obligée à se placer à côté ou au-dessus d'elle même pour aller chercher dans d'autres matières (d'autres *ontologies* comme l'écrit Labelle (116) que dans les conflits de classe la connaissance du réel. Ici se définit la frontière qui sépare un regard figé dans les jalousies ou/et les révoltes de classe et un autre qui est tentée de se laisser aspirer par le sol fumant du passé/présent.

Il importe donc d'appeler un chat un chat, c'est-à-dire de définir ce que l'on entend par « nationalisme conservateur » puis de saisir les fondements de ces divisions. Jacques Beauchemin, ayant eu écho du séminaire qui a présidé à ce livre, s'était déjà empressé d'affirmer avant sa publication en quoi il revendique une posture « conservatrice » (la référence à cet article est d'ailleurs dans la bibliographie du livre mais n'est référencée que deux fois et d'une manière ironiquement empirico positiviste, voir page 59-60, note 32 et p.110, note 28)! Dans un dossier de la revue *Argument* (vol 14 no 1 Automne 2011 - Hiver 2012, p.8-17), Beauchemin écrit donc « Il faut d'abord concéder aux gauchistes apeurés que ce qu'ils désignent sous l'idée vague de conservatisme possède une certaine réalité. Le conservatisme réside donc dans une attitude qui est favorable au maintien de ce qui fait l'unité de la société et qui examine sans les écarter les forces du changement. Il veut le rassemblement plutôt que la division »...et de préciser plus loin « Le

conservateur est alors celui qui prend position en faveur de la constitution d'un ***monde commun*** (je souligne pour les fins de l'analyse), d'une société, autour d'une représentation partagée des fins de la communauté politique et du sujet procédant de l'histoire et de la culture toujours singulière qu'il incarne ». Le conservateur, mythiquement incarné dans ce livre, perche donc à trois enseignes : l'unité, la pérennité et la continuité...canadienne-française.

On s'arrêtera à la notion de « *monde commun* », qui fait ici office de lien fondateur de toute cette pensée (reliée encore plus étroitement à celle de Joseph Yvon Thériault par l'expression « faire société »). Cette notion-clé est particulièrement développée par la philosophe Hannah Arendt dans [*Condition de l'homme moderne*](#), (Calmann-Lévy, 1983, réédité avec une préface de [Paul Ricœur](#) – Pocket, 1992) et dans [*La Crise de la culture*](#) (Gallimard, 1989) et elle inspire largement ces auteurs. En bref, disons que le monde observé par Arendt, qui est bien celui dans lequel nous vivons tel qu'il est décrit par plusieurs de ces penseurs, se caractérise par une perte de repères, perte d'un principe unificateur, perte d'appartenance, sentiment de déracinement, qui prive chacun du sentiment de partager un *monde commun*. Cette déshérence empêche de reproduire, de reconduire le monde perdu. Un seul sujet serait susceptible d'arriver à cette transmission, c'est « l'être-ensemble que forme la nation » (Beauchemin, 61; nation canadienne-française de souche bien entendu). Ce dernier l'affirme encore quand il écrit : «faire société, c'est précisément devoir « *conserver* » :... la représentation d'un sujet collectif fondé sur une culture et une histoire

suffisamment partagées pour que ce dernier puisse s'assurer de la légitimité du pouvoir qu'il exerce... » etc... (article cité plus haut; je souligne). Et, bien entendu, il s'agit d'une nation empirique, héritée, dévolue, historicisée plutôt que sociale et non d'une nation qui serait sans cesse construite et reconstruite, tel un processus en perpétuelle recomposition.

Ces auteurs sont en effet traversés par ce sentiment de perte et cherchent sa réparation dans la mémoire, l'histoire, le récit, le repli, la tradition, l'institué. Ils sont inspirés par une nostalgie acritique (voir à ce sujet, de la philosophe Barbara Cassin, *La nostalgie. Quand donc est-on chez soi?*, Paris, Éditions Autrement, 2013 qui jette un regard critique sur les limites de l'appartenance originaire). Dans le même élan, ils sont amenés à se centrer sur une exclusion, à exclure tout ce qui ne correspond pas à « l'être-ensemble », « au souverain bien », pointé avec justesse par les auteurs des *Nouveaux visages du nationalisme conservateur*.

Ce qui résume cette position conservatrice, c'est son lien intime avec l'État et en son absence, avec le principe de gouvernement. En effet, c'est le gouvernement qui a vocation de garantir *l'unité, la pérennité et la continuité* du lien social. En faire l'argumentaire d'une fondation du social et du politique, c'est revendiquer plus d'État, plus d'autorité, plus de coercition en faveur de la conservation du seul sujet politique considéré comme légitime, c'est-à-dire la nation d'origine. Conserver, c'est d'abord un travail d'État. En face de lui, représentée par la pensée adverse, se trouve la société comme principe de séparation (de l'État), de liberté, de diversité et de lutte. C'est pourquoi on

trouvera tous ceux qui sont taxés de revendiquer une « société sans maître -du moins sans maître visible » (Labelle, p. 117) du *côté de la société*, précisément là où se tiennent les auteurs de ce livre.

Ainsi, il serait injuste de confiner le livre de J.M. Piote et de J. P. Couture aux multiples raccourcis et schématisations qu'il contient et qui donnent l'impression plutôt d'un parti pris que d'une quête de vérité. Car ce livre donne à réfléchir sur un problème qu'ils sont à ce jour les seuls à poser : un présent qui est celui de la perte de représentation des bénéfices de la Révolution tranquille. C'est à cela qu'il m'a fait penser. Contrairement à ce qui inspire les pulsions de nos amis du conservatisme, la Révolution tranquille a été le foyer de ce que nous sommes aujourd'hui. Grâce à elle, nous bénéficions de gains sociaux, syndicaux, éducatifs et politiques qui permettent un débat plus « enclin à célébrer les bienfaits du progrès » et moins « inquiet par rapport à ce que l'avenir pourrait réserver à la nation canadienne-française » (contrairement à ce que constate Éric Bédard, p. 81). Ce sont les acquis de la Révolution tranquille qui nous permettent de regarder un tant soit peu devant nous. Que ces conservateurs veuillent sans cesse nous ramener au socle des origines, c'est vouloir détruire ce qui permet justement de penser un devenir de société à la fois démocratique et ayant le souci du monde.